

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUIN 1922.

Proposition de loi sur le repos du dimanche dans les entreprises de journaux.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Quand, en 1905, le Parlement vota la loi sur le *Repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales*, il y avait deux ans déjà que des propositions, dues à l'initiative de MM. Destrée et Helleputte, suscitaient des débats passionnés. Passionnés est le mot exact, car il est assez étrange et surprenant de constater avec quelle violence se déchaînèrent les oppositions les plus diverses à des mesures qui nous apparaissent aujourd'hui bien simples et toutes naturelles. Alors, on vit le chef du Gouvernement même, M. de Smet de Nayer, s'abstenir au vote sur l'ensemble.

Et pourtant? Que d'exceptions étaient prévues à la règle générale! exceptions qui englobaient non seulement toutes les entreprises agricoles et similaires, mais aussi les travaux urgents, les industries à feu continu, les ouvrages de réparations, etc., et soumettaient à un régime mixte quantité d'entreprises alimentaires, d'éclairage, de transport, de bains, de force motrice, de chargements et déchargements dans les ports, de journaux et autres. La loi ne visait non plus que l'*interdiction de faire travailler* et laissait à l'artisan, au négociant, au petit industriel, travaillant en famille, toute liberté de travailler le dimanche autant qu'il le désirait.

Il ne manqua cependant pas de partisans de mesures plus radicales ou plus générales, et notre intention première était d'essayer, par la même proposition, d'étendre le repos dominical à la fois aux entreprises de journaux et aux travailleurs agricoles comme aux artisans, négociants et industriels travaillant seuls ou en famille. Mais il est apparu à l'examen des textes existants que des formules spéciales étaient nécessaires pour ces diverses catégories en raison même des conditions spéciales des entreprises; nous devons donc sérier nos propositions.

H

Réduite aux *seuls entreprises de journaux*, nous savons que celle-ci rencontrera encore bien des oppositions; nous en avons eu un avant-goût quand, l'an dernier, nous présentâmes des dispositions semblables au Conseil des Ministres, au sein duquel un accord ne put se réaliser. Elles répondaient cependant au vœu souvent exprimé de l'immense majorité des personnes occupées dans cette industrie et dont se sont fait l'écho, à plusieurs reprises : l'Association générale de la Presse, la Fédération typographique belge, l'Association syndicale des libraires, aubettiers, marchands de journaux de l'agglomération bruxelloise, les syndicats de marchands de journaux du Borinage, du Centre, la Commission nationale des vendeurs de journaux de Belgique, etc., c'est-à-dire des milliers de gens actuellement condamnés à un travail ardu, sans arrêts et sans repos, pour la plupart du moins!

Un seul groupe, celui des journalistes libéraux, a protesté contre l'idée d'entraver la liberté d'éditer des journaux le dimanche. Outre que ce groupe est peu nombreux, il est intéressant de constater que plusieurs organes de cette tendance ont cessé de paraître le dimanche, en province notamment; et, à Liège, d'un accord unanime, tous les quotidiens suspendent leur parution le dimanche. Est-il besoin de faire remarquer que c'est la coutume dans beaucoup de pays voisins : en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, etc.? Faut-il rappeler qu'en 1905 déjà, le rapporteur de la Commission parlementaire, M. Van Cauwenberg, concluait à l'interdiction de faire travailler dans les entreprises de journaux, le dimanche. Il écrivait : « Des efforts ont été faits pour donner aux ouvriers typographes le congé du dimanche; la grande majorité de journaux s'est ralliée à l'idée. Une petite minorité s'y est montrée hostile, et ainsi la concurrence seule a empêché l'idée d'être réalisée par la liberté. Ce fait seul prouve que le travail au bureau du journal n'est pas nécessaire le dimanche. Mais la distribution et la vente des journaux peuvent, nous disons même, doivent être autorisés le dimanche. » C'est dans ce sens que nous avons rédigé notre proposition.

A ce propos on souleva évidemment des objections d'inconstitutionnalité. Elles furent opposées déjà, en 1905, aux propositions tendant à interdire de faire travailler, objections qui n'avaient cependant pas arrêté Charles Rogier, un des constituants, quand, en 1859, il projeta d'interdire de faire travailler le dimanche « les femmes et les filles de tout âge et les ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans ». Cet homme illustre du parti libéral avait sans doute l'esprit plus large que bien de ceux qui, dans la suite, se réclamèrent de son idéal. Les objections d'inconstitutionnalité s'affirmeront plus fortes encore que jadis parce qu'ici, afin d'atteindre le but désiré sans permettre une concurrence déloyale de la part de la presse étrangère, il est nécessaire *d'interdire, non seulement de faire travailler, mais de travailler*, à certains moments, à certaines besognes, à savoir la vente des journaux.

Cette objection reviendra encore quand nous proposerons d'interdire d'ouvrir la plupart des magasins, même ceux tenus en famille, le dimanche, vœu exprimé, non seulement par toute la classe ouvrière, mais par bien des associations de la classe moyenne et par la Fédération des cercles catholiques, en son congrès de 1921. Or, le Conseil supérieur du Travail, appelé à étudier la question et à préparer

ANNEXE AU N° 361.**Proposition de loi sur le repos du dimanche dans les entreprises de journaux.****ARTICLE PREMIER.**

Il est interdit de faire travailler à la confection, l'administration ou l'expédition de journaux ou d'autres publications périodiques depuis le dimanche à 4 heures jusqu'au lundi à 4 heures.

ART. 2.

Il est interdit de faire travailler le lundi à l'une des besognes visées à l'article 1^{er} une personne qui aurait été employée dans ces conditions au cours de la période de trente-six heures précédant sa remise au travail.

ART. 3.

Il est interdit de vendre ou de faire vendre des journaux ou d'autres publications périodiques depuis le dimanche à 12 heures jusqu'au lundi à 12 heures.

ART. 4.

Les contrevenants aux prescriptions des articles précédents seront punis d'une amende de 26 à 100 francs. Si le nombre de personnes que le contrevenant a fait travailler dépasse dix, l'amende pourra être portée à 1,000 francs. Elle

BIJLAGE VAN N° 361.**Wetsvoorstel op de Zondagsrust in het dagbladbedrijf.****EERSTE ARTIKEL.**

Het is verboden, aan het opmaken, het beheeren of het verzenden van dagbladen of van andere periodieke geschriften te doen arbeiden vanaf Zondags te 4 uur tot 's Maandags te 4 uur.

ART. 2.

Het is verboden een der bij artikel bedoelde werken te doen verrichten op den Maandag door eenen persoon, die aldus zou hebben gearbeid binnen de tijdruimte van zes en dertig uren vóór het hervatten van zijnen arbeid.

ART. 3.

Het is verboden, dagbladen of andere periodieke geschriften te verkoopen of te doen verkoopen vanaf Zondags te 12 uur tot 's Maandags te 12 uur.

ART. 4.

De overtreders van de bepalingen der voorgaande artikelen worden gestraft met eene geldboete van 26 tot 100 frank. De geldboete kan tot op 1,000 frank worden gebracht, indien het getal personen, die de overtreder deed arbeiden,

pourra être portée à 5,000 francs, si le nombre de ces personnes dépasse cent.

tien overschrijdt. Zij kan tot op 5,000 frank worden gebracht indien dit getal honderd overschrijdt.

ART. 5.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu de la présente loi, les peines établies par l'article précédent pourront être portées au double.

ART. 5.

Bij herhaling binnen vijf jaar nadat eene straf krachtens deze wet werd uitgesproken, kunnen de straffen, bij voorgaand artikel bepaald, tot op het dubbele worden gebracht.

ART. 6.

Le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 6.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de misdrijven voorzien bij deze wet.

JOS. WAUTERS.

G. EEKELERS.

G. HUBIN.

FRANZ FISCHER.

LOUIS PIÉRARD.

ISID. DELVIGNE.

un avant-projet de loi, s'est arrêté longuement sur cet aspect du problème. Son rapporteur, M. Louis de Bronckere, ancien directeur du *Peuple*, professeur à l'Université libre de Bruxelles, nous semble avoir réfuté victorieusement les objections présentées. Ce fut en tous cas l'avis du Conseil supérieur qui adopta ses conclusions que nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici :

« Mais l'examen du problème engagé dans cette voie, une objection constitutionnelle se présentait dont il fallait tout d'abord examiner la valeur. L'interdiction de se livrer le dimanche à certains travaux déterminés n'est-elle pas contraire aux articles 7 et 15 de notre Constitution ?

» Nous pouvons passer sans y trop insister sur l'argument tiré de l'article 7. On chercherait vainement à lui donner cette interprétation déraisonnable qu'il interdit au législateur, même pour cause d'utilité publique, toute limitation de l'initiative des individus. Visiblement il ne vise qu'à mettre les citoyens à l'abri de l'arrestation ou de la détention arbitraire. Il convient d'examiner de plus près la portée de l'article 15. Il n'en est pas dont l'interprétation ait été plus discutée.

» Rappelons ces termes : « Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos. »

Il convient, pour interpréter cette disposition, de se rapporter au temps où elle a été rédigée et des circonstances qui prévalaient alors.

On avait appliqué en Belgique jusqu'à la Révolution un arrêté du Gouvernement hollandais, contraire à nos habitudes nationales, imposant dans nos provinces où le dimanche était traditionnellement considéré comme le jour de la réjouissance autant que comme celui du repos de piété, la conception protestante d'un sabbat austère ou toute vie paraît s'arrêter.

« Il est strictement défendu, disait ce texte, de se livrer à aucun travail dans les villes, bourgs, rues, quais, places publiques ou dans les champs, les dimanches et jours fériés. S'il y a un cas de nécessité absolue, il faut un permis du maire porté à la connaissance du curé.

» Est prohibée dans les rues et lieux publics toute vente de légumes, volailles, denrées quelconques. Il est défendu au marchand d'étaler sa marchandise ou de vendre à porte ouverte. Pendant l'office les cabarets sont fermés et les divertissements interdits. »

Ces dispositions étaient prises dans un but évidemment confessionnel et ne répondaient pas, nous le répétons, aux conceptions courantes chez nous. Il ne faut donc point s'étonner si nos constituants s'appliquèrent à empêcher désormais dans notre territoire libéré l'application de semblable législation. La Commission de rédaction n'avait pourtant introduit dans son projet aucun texte formel à ce sujet. Quand l'article 15 vint en discussion, un membre de l'assemblée Séron proposa un amendement rédigé comme suit : « Il ne peut être mis par des lois, arrêtés ou règlements aucune espèce d'empêchement ou de restriction au droit qu'ont tous les hommes d'observer ou de ne pas observer certains jours de repos. »

Séron appuya sa proposition d'un discours, souvent cité, où il dénonce avec force l'interdiction faite à l'artisan de gagner son pain par l'exercice de son industrie les jours fériés et il est hors de doute que, si le congrès s'était rallié à sa manière de voir, toute réglementation du repos dominical demeurerait impossible tant que l'article 15 n'aurait pas été révisé. Mais ceux qui s'appuient de son autorité pour combattre la législation en cette matière oublient vraiment trop que l'amendement cité n'a pas été accueilli par les constituants et qu'ils lui préférèrent le texte actuel, présenté par Jacques et dont la portée est bien différente.

Il suffit pour s'en convaincre de s'en rapporter à l'opinion des constituants eux-mêmes ou de leurs successeurs immédiats. Dès les premières années de notre indépendance, une jurisprudence très nette s'établit, en effet, à ce sujet.

La loi du 10 germinal an X déclare les dimanches jours fériés, ce qui a pour conséquence d'empêcher nombre de fonctionnaires de l'ordre judiciaire d'exercer leur activité ce jour-là. L'article 57, d'autre part, porte que « le repos des fonctionnaires sera fixé au dimanche ». Si vraiment l'article 15 avait pour conséquence d'interdire la fixation légale des jours de repos, ce texte aurait été abrogé de plein droit en vertu de l'article 138 de notre pacte fondamental. Or, personne ne s'avisait jamais d'en contester sérieusement la validité. Il est intéressant de noter que c'est Jules Bara qui nous en a donné la raison la plus péremptoire.

« Ce jour, dit-il (le dimanche), est sans conteste celui qui convient le mieux pour la cessation des travaux puisqu'il coïncide avec une fête de la religion de la majorité, mais nous devons faire observer que sa fixation ne dépend d'aucune considération religieuse et que la loi pourrait le changer. » L'article 57 de la loi organique, qui met au dimanche le jour de repos des fonctionnaires, subsiste donc, mais dépouillé de tout caractère religieux.

En somme, la Constitution n'a entendu en aucune façon interdire au législateur le droit de prescrire les périodes de fermeture de certains établissements, de suspension de certains services, d'interdiction de certaines activités qui lui paraissent commandées par des raisons d'intérêt public. Les interprétations les plus rigoureuses de l'article 15 ne pourraient amener à condamner comme inconstitutionnelles les dispositions légales qui interdiraient, par exemple, de maintenir les cabarets ouverts après minuit ou qui prescriraient leur fermeture un jour déterminé de la semaine qui ne serait pas férié.

Dira-t-on que des textes de l'espèce, irréprochables si le jour choisi est le lundi, deviennent inconstitutionnels si le lundi est remplacé par le dimanche? Ce serait d'une absurdité trop manifeste. La portée de l'article 15 ne peut être que celle-ci : que le dimanche ne peut être choisi *pour des motifs religieux*. Il interdit, en somme, au législateur ce que l'article 142 du Code pénal interdit aux particuliers.

« Toute personne », porte-t-il, « qui, par des violences ou des menaces aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer un culte, d'assister à l'exercice d'un culte, de célébrer certaines fêtes religieuses, d'observer certains jours de repos et, *en conséquence*, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques

ou magasins, et de faire ou de quitter certains travaux, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 à 300 francs. »

Les mots en conséquence que nous avons soulignés marquent la véritable portée de ce texte. M. Haus, le rapporteur de la Commission extra-parlementaire, qui avait élaboré le projet de Code pénal, disait déjà : « Il faut, de plus, que l'on ait exercé par ce moyen la contrainte ou l'empêchement *dans l'intention* d'entraver ou de gêner la liberté religieuse de la personne qui en est l'objet. »

Et le rapporteur du Sénat :

« La peine prononcée contre celui qui empêcherait ou contraindrait de fermer une boutique n'est encourue que dans le cas où soit cet empêchement, soit cette contrainte aurait pour motif une atteinte à la liberté des cultes. »

De même l'interdiction formulée par l'article 15 ne porte que sur la contrainte qui serait exercée dans un but religieux. Elle ne vise en aucune façon les interdictions fondées sur des raisons d'hygiène, sur des raisons économiques ou sur des raisons sociales. L'examen des travaux préliminaires à la loi de 1889 sur le travail des femmes et des enfants, de la loi de 1905 sur le repos du dimanche, de ceux de la révision constitutionnelle en 1893, confirment pleinement cette façon de voir. Ces documents sont d'ailleurs trop connus et trop facilement accessibles pour qu'il y ait lieu d'allonger ce rapport en les reproduisant ici.

Les objections d'inconstitutionnalité écartées, n'avons-nous pas toutes les raisons d'ordre hygiénique, économique et moral à faire valoir en faveur de notre proposition? En ce qui concerne les *ouvriers*, il s'agit d'un travail particulièrement pénible et dangereux; il s'exécute souvent la nuit; il emploie des substances nocives. Ils ont grand besoin d'un repos prolongé, hebdomadairement, et seul, l'arrêt complet du dimanche le permet. Travaillant souvent la nuit, ils ont moins que d'autres ouvriers encore, de vie de famille; il faut leur donner les facilités d'en jouir quelque peu.

En ce qui concerne les *vendeurs*, la nécessité de ce repos est tout aussi grande : levés avant le jour, faisant de longues tournées pour lesquelles le remplacement est presque impossible, ces travailleurs n'ont jamais de répit ni de jours de fête; il n'y a pas à notre connaissance de besogne plus assujettissante. C'est à leur sujet surtout que l'objection d'inconstitutionnalité sera formulée; on les présentera comme des commerçants indépendants, ce qui ne sera qu'une amère dérision, car l'immense majorité d'entre eux ne sont, au fond, que des salariés travaillant à la pièce ou au résultat et se trouvant à la discrétion des directions d'agences ou de journaux. Le vote de notre proposition sera pour eux une vraie délivrance, mais, forcément, leur repos devra commencer après et se prolonger après celui des ouvriers des imprimeries et des bureaux d'expédition.

Quant aux journaux eux-mêmes, qui forment une industrie importante où des capitaux considérables sont engagés, remarquons d'abord que la très grande majorité d'entre eux ne demandent pas mieux que de chômer le dimanche; le journal confectionné le dimanche est toujours plus ou moins bâclé, en service

réduit; l'objection de concurrence des journaux étrangers est écartée par notre texte qui interdit la vente des publications du dimanche à midi au lundi midi; restent les pertes éventuelles qui pourraient provenir du manque de publicité du lundi! Nous disons « pourraient » à dessein, car, outre que cette publicité est toujours au minimum ce jour-là, qui ne voit qu'elle se reportera de la façon la plus aisée sur les autres jours de la semaine, sans compter la réduction compensatrice de bien des frais.

Il y a, enfin, le public! Mais il convient de ne rien exagérer; il sera privé des journaux du dimanche après-midi et de ceux du lundi matin. Pense-t-on sérieusement que ce soit un bien grand inconvénient? Se rue-t-on sur les gazettes le dimanche après-midi? Qui oserait le soutenir? Sans oublier qu'avec le changement radical apporté à nos habitudes journalistiques nous verrions sans doute nos journaux imiter ce qui se fait en Angleterre et en Allemagne, où, le dimanche matin, on a des feuilles volumineuses contenant de magnifiques suppléments donnant une lecture tout à fait *adéquate* aux heures de farniente du dimanche. Et puis, le dimanche, en général, il n'y a pas d'événements politiques, ni de réunions parlementaires, ni de cours de bourse, ni d'événements commerciaux, ni d'activité bancaire..... Il y a bien parfois des congrès, mais qui soutiendra que le public en attend les décisions avec passion? Et il reste tout juste les festivités et les sports! Mais est-il humain que, pour en fournir les comptes rendus et les résultats quelques heures plus tôt à ceux qui s'en amusent, on condamne des milliers de familles à n'avoir jamais de repos ou presque jamais de repos du dimanche en famille? Nous ne le pensons pas et nous espérons que le Parlement estimera avec nous qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à quelques intérêts particuliers ou à la curiosité surexcitée pour des choses en somme secondaires, et qu'il se ralliera à notre proposition.

J. WAUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JUNI 1922.

WETSVOORSTEL OP DE ZONDAGSRUST IN HET DAGBLADBEDRIJF.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Toen het Parlement, in 1905, de wet op de *Zondagsrust in de handels- en nijverheidsondernemingen* goedkeurde, hadden de voorstellen, uitgaande van de heeren Destree en Helleputte, reeds sedert twee jaar heftige debatten uitgelokt. Heftig is inderdaad het juiste woord, want het is wel vreemd en verrassend vast te stellen met welke drift de meest verscheiden tegenkantingen werden aangevoerd tegen maatregelen die ons thans zoo eenvoudig en natuurlijk voorkomen. Men zag toen zelfs het hoofd van de Regeering, den heer de Smet de Naeyer, zich onthouden bij de stemming over de geheele wet.

En nochtans, wat al uitzonderingen waren er niet voorzien aan den algemeenen regel ! Uitzonderingen niet alleen voor al de landbouw- en gelijkaardige ondernemingen, maar ook voor de dringende werken, de nijverheidstakken met doorlopende vuren, de herstellingswerken, en uitzonderingen die tevens aan een bijzonder stelsel onderwierpen tal van ondernemingen betreffende voeding, verlichting, vervoer, badhuizen, drijfkraft, lading en ontlading in de havens, dagbladen en meer andere. De wet bedoelde enkel het *verbod te doen werken*, en liet aan den ambachtsman, aan den koopman, aan den klein-industrieel, die thuis werkt, volledige vrijheid Zondags te arbeiden zooveel hij wil.

Er ontbraken nochtans geen voorstanders van meer radikale en algemeene maatregelen, en ons eerste inzicht was door een zelfde wetsvoorstel, de zondagsrust uit te breiden tot het krantenbedrijf, tot de landbouwarbeiders, evenals tot de ambachtlieden, tot de kooplieden en industrieelen die alleen of in hun gezin arbeiden. Het kwam ons echter voor bij het onderzoek der bestaande teksten, dat bijzondere formules noodig waren voor de verschillende reeksen, om reden van de bijzondere voorwaarden der ondernemingen; wij moeten onze wetsvoorstellen dus rangschikken.

Wanneer wij ons beperken tot het dagbladbedrijf alleen, weten we wel dat wij

nog heel wat tegenkating zullen ontmoeten; wij hebben er de proef van gehad toen wij, verleden jaar, voorstellen in dien zin deden in den Ministerraad, waar wij niet tot een akkoord konden geraken. Onze voorstellen beantwoordden nochtans aan den meermaals uitgesproken wensch van de overgrootste meerderheid der personen in dit bedrijf betrokken, en waarvoor herhaaldelijk optraden : de Algemeene Persbond, de Bond der Belgische Letterzetters, de Syndicale Vereeniging der boekhandelaars, krantenhuisjes, dagbladverkoopers der Brusselsche agglomeratie, de Syndicaten der dagbladverkoopers van de Borinage, van het Centrum, de Nationale Vereeniging van krantenventers van België, enz., dus duizenden menschen thans veroordeeld tot een zwaar werk, zonder rust noch verpoezen, ten minste voor een groot deel onder hen!

Een enkele groep, deze van de liberale journalisten, heeft bezwaar ingebracht tegen het beletten der vrijheid Zondags dagbladen uit te geven: behalve dat deze groep weinig talrijk is, kan men er op wijzen dat talrijke bladen van die partij opgehouden hebben Zondags te verschijnen inzonderheid in de provincie; en te Luik schorsen al de dagbladen, in gemeen overleg, het verschijnen Zondags. Moeten wij er op wijzen dat dit in vele landen reeds algemeen aangenomen is, in Duitschland, Engeland, Spanje... Moeten wij er aan herinneren dat reeds in 1905 de heer Van Cauwenberg, verslaggever der Parlementaire commissie, besloot tot het verbieden van Zondags te doen werken in het dagbladbedrijf? Hij schreef: « Pogingen werden gedaan om aan de letterzetters de zondagrust toe te staan; voor het meerendeel steunden de dagbladen deze gedachte. Eene kleine minderheid kwam er tegen op, en zoo belette enkel de mededinging het tot stand komen door de vrijheid. Dit feit alleen bewijst dat het kantoorwerk van het dagblad Zondags niet noodig is. Maar het verspreiden en het verkoopen mogen, wij zeggen zelfs moeten, Zondags toegelaten zijn ». Het is in dien geest dat wij ons wetsvoorstel hebben opgemaakt.

Men zal hierbij natuurlijk komen aandragen met opwerpingen van grondwettelijken aard. Die werden reeds aangevoerd in 1905 tegen de voorstellen tot verbod van te doen werken. Deze opwerpingen hadden nochtans Charles Rogier, een der Grondwetgevers, niet tegengehouden toen hij in 1859 voorstelde te verbieden Zondags te doen werken « de vrouwen en de meisjes van allen leeftijd en de werklieden en leergasten van minder dan 18 jaar oud ». Deze groote persoonlijkheid van de liberale partij bezat voorzeker een ruimeren geest dan velen van degenen die zich later voorstanders van zijn ideaal verklaarden. De opwerpingen van ongrondwettelijkheid worden thans heviger naar voren gebracht dan vroeger, omdat het, om het beoogde doel te bereiken zonder eene oneerlijke mededinging toe te laten van de zijde der buitenlandsche pers, noodig is *te verbieden niet alleen te doen werken, maar te werken op zekere oogenblikken, aan zekere bezigheden, namelijk het verkoopen van dagbladen.*

Deze opwerping zal nog terugkomen wanneer wij zullen voorstellen het openen van het meerendeel der winkels te verbieden op Zondag, zelfs deze door het gezin bestuurd, een wensch die werd uitgedrukt niet alleen door de gansche arbeidersklasse, maar ook door vele Middenstandsbonden en door het Verbond der Katholieke Kringen op zijn Congres van 1921. Welnu, de hogere

Arbeidsraad, geroepen de quæstie te bestudeeren en een voorontwerp gereed te maken, is lang blijven stilstaan op dit punt van het vraagstuk. De heer de Brouckère, gewezen bestuurder van *Le Peuple*, professor aan de Vrije Universiteit te Brussel, schijnt ons op doorslaande wijze de aangevoerde opwerpingen weerlegd te hebben. Dit was in ieder geval de meening van den Hoogereren Raad, die zijne besluiten aannam welke wij hier doen volgen :

« Maar eens het onderzoek van het vraagstuk in die richting gebracht, deed zich eene opwerping van grondwettelijken aard voor, waarvan eerst en vooral de waarde moet onderzocht worden. Is het verbod Zondags zekere bepaalde werken uit te voeren niet in tegenstrijd met de artikelen 5 en 15 van onze Grondwet?

Zonder er te veel nadruk op te leggen kunnen wij over de overwegingen getrokken uit artikel 7 heenstappen. Men zou vruchteloos beproeven er de onzinnige verklaring aan te geven dat het aan den wetgever verbiedt zelfs om redenen van openbaar nut, eenige beperking te brengen aan het initiatief der personen. Het bedoelt klaarblijkelijk alleen de burgers te vrijwaren tegen willekeurige aanhouding of hechtenis. De draagkracht van artikel 15 verdient echter van dichtbij beschouwd te worden. Daar is geen artikel waarvan de verklaring zooveel betwisting heeft uitgelokt.

Dit artikel luidt : « Niemand mag gedwongen worden op eenigerlei wijze deel » te nemen aan de oefeningen en plechtigheden van eenen eeredienst en de rust- » tijden daarvan te onderhouden. »

Om deze bepaling te verklaren moet men teruggaan tot den tijd waarop zij werd gesteld en tot de omstandigheden die alsdan den voorrang hadden.

Tot aan de Omwenteling had men in België een besluit van de Hollandsche Regeering toegepast dat in strijd was met onze volksgewoonten, en dat aan onze provinciën, waar de Zondag van oudsher beschouwd werd als een dag van ontspanning evenzeer als van rust en godsvrucht, de protestantsche opvatting wilde opleggen van een strengen sabbat waarbij alle leven schijnt stil te staan.

« Het is streng verboden, zegde die tekst, op Zondagen en Feestdagen enig werk te verrichten in de steden en dorpen, op straten, kaaien, openbare plaatsen of op het land. Bij gevallen van dringende noodzakelijkheid is eene toelating van den burgemeester vereischt, ter kennis gebracht van den pastoor.

» In de straten en openbare plaatsen is alle verkoop van eender welke groenten, gevogelte, waren, verboden. Het is aan den handelaar verboden zijne waren uit te stallen of met open deur te verkoopen. Gedurende de goddelijke diensten worden de herbergen gesloten en de gemakkelikheden verboden. »

Deze maatregelen hadden een kennelijk confessionneel doel, en beantwoordden niet, wij herhalen het, aan de bij ons in zwang zijnde opvattingen. Het moet dus geene verwondering baren zoo onze grondwetgevers er zich op toeleghden om in ons vrijgemaakt grondgebied de toepassing van eene dergelijke wet voortaan op te heffen. De Opstelcommissie had evenwel geen uitdrukkelijken tekst te dien aanzien in zijn ontwerp gebracht. Bij de bespreking van artikel 15 stelde een lid

van de vergadering, Séron, een amendement voor luidend : « Aan het recht dat alle menschen bezitten al of niet sommige rustdagen te onderhouden mag geenerlei beletsel of beperking gebracht worden door wetten, besluiten of reglementen. »

Séron verdedigde zijn voorstel in eene dikwijls aangehaalde redevoering waarin hij met kracht opkomt tegen het verbod, den ambachtsman opgelegd, zijn brood te verdienen door de uitoefening van zijn vak op de feestdagen, en zonder twijfel zou elke regeling van de zondagsrust, zoo het Congres zich bij deze zienswijze had aangesloten, onmogelijk geweest zijn zoolang dit artikel 15 niet was herzien. Maar dégenen die op zijn gezag steunen om de wetgeving te dezer zake te bestrijden, vergeten al te zeer dat gezegd amendement niet aangenomen werd door de grondwetgevers; en dat zij den tegenwoordigen tekst verkozen, door Jacques voorgesteld, en waarvan de draagkracht zeer verschillend is.

Om zich er van te overtuigen heeft men enkel de meening na te gaan van de constituanten zelf of van hunne onmiddellijke opvolgers. Van af de eerste jaren onzer onafhankelijkheid bestond er inderdaad eene duidelijke rechtsspraak in dit opzicht.

De wet van 10 germinal jaar X bepaalt dat de Zondagen feestdagen zijn, wat voor gevolg heeft tal van rechterlijke ambtenaren te beletten hun ambt uit te oefenen op dien dag. Artikel 57, anderzijds, zegt dat « de rustdag voor de ambtenaren op een Zondag zal gesteld worden. » Indien werkelijk artikel 15 voor gevolg had de wettelijke bepaling van de rustdagen te verbieden, zou die tekst van rechtswege weggevallen zijn krachtens artikel 138 van onze grondwet. Welnu, niemand heeft er ooit ernstig aan gedacht de geldigheid er van te betwisten. En het is treffend dat juist Jules Bara ons daarover de meest overtuigende redenen gaf :

« Die dag, zegt hij (de Zondag), is onbetwistbaar deze die best overeenstemt met het schorsen van den arbeid, vermits hij samenvalt met een godsdienstig feest van de meerderheid, maar wij moeten doen opmerken dat de vaststelling ervan niet afhangt van eenige godsdienstige beschouwing, en dat de wethem zou kunnen veranderen. » Artikel 57 van de organieke wet, die den rustdag der ambtenaren op den Zondag stelt, blijft dus bestaan, maar is ontdaan van alle godsdienstig karakter.

Kortom, de Grondwet heeft hoegenaamd aan den wetgever het recht niet willen ontzeggen tijdstippen voor te schrijven voor het sluiten van sommige instellingen, het schorsen van zekere diensten, het verbieden van zekere werken, waar het openbaar nut dit schijnt te eischen. De scherpste verklaring van artikel 15 kan niet als ongrondwettelijk doen beschouwen de wetsbepalingen die bij voorbeeld zouden verbieden herbergen open te houden na middernacht, of zouden opleggen ze te sluiten op een bepaalden dag van de week die geen feestdag zou zijn.

Durft men beweren dat dergelijke teksten, onaanvechtbaar wanneer de gekozen dag een Maandag is, ongrondwettelijk worden wanneer de Maandag

vervangen wordt door den Zondag? Het zou al te dwaas zijn! De beteekenis van artikel 15 kan enkel zijn : dat de Zondag niet kan gekozen worden *om godsdienstige reden*. Het verbiedt, in den grond, aan den wetgever wat artikel 142 van het strafwetboek aan de particulieren verbiedt.

« Alle persoon, zoo luidt het, die door gewelddaden of bedreigingen, eenen of meer personen zal gedwongen of belet hebben eenen eeredienst uit te oefenen, de uitoefening van dien eeredienst bij te wonen, zekere godsdienstige feestdagen te vieren, zekere rustdagen te onderhouden, en *bij gevolg*, hunne werkhuizen, winkels of magazijnen te openen of te sluiten, en zekere werken te verrichten of te verlaten, zal gestraft worden met eene gevangenzitting van acht dagen of twee maanden en eene geldboet van 26 tot 200 frank. »

De woorden « *bij gevolg* » die wij hebben onderlijnd, geven dus de juiste beteekenis weer van dezen tekst. De heer Hans, verslaggever van de extra-parlementaire Commissie die het ontwerp van strafwetboek had opgemaakt, zegde reeds : « Men moet bovendien door dit middel den dwang of het beletsel hebben uitgeoefend *met het inzicht* de godsdienstvrijheid van den persoon, wien het betreft, te beletten of te bemoeilijken. »

En de verslaggever van den Senaat :

« De straf uitgesproken tegen dengene die het sluiten van een winkel zou beletten of opleggen, wordt slechts toegepast in het geval waarbij hetzij dit beletsel, hetzij deze dwang, een inbreuk op de vrijheid van eerediensten als drijfveer zou hebben. »

Zoo geldt het verbod in artikel 15 enkel den dwang die zou uitgeoefend worden met een godsdienstige bijbedoeling. Het bedoelt in geenen deele het verbod dat steunt op hygiënische gronden, op economische gronden of op sociale gronden. Het naslaan van de voorbereidende werkzaamheden voor de wet van 1889 op den arbeid van vrouwen en kinderen, voor de wet van 1905 op de zondagsrust, deze betreffende de grondwetherziening in 1893, staven deze zienswijze. Deze bescheiden zijn ten andere te goed gekend en te gemakkelijk bereikbaar om dit verslag nog te verlengen met ze hier aan te halen. »

Eens die opwerpingen van grondwettelijken aard terzij geschoven, kunnen wij ten gunste van ons voorstel alle redenen van hygiënischen, economischen en zedelijken aard aanhalen. Wat de werklieden betreft, geldt het hier een buitengewoon zwaar en gevaarlijk werk : het wordt vaak 's nachts verricht en men gebruikt daarbij schadelijke stoffen. Een lange wekelijksche rust hebben zij groot noodig, en enkel de volledige stilstand van den Zondag geeft die. Dikwijls bij nacht arbeidend hebben zij minder nog dan andere werklieden eenig familieleven; men moet hen helpen daarvan een weinig te genieten.

Voor de *verkoopers* is de rust even noodzakelijk : voor dag en dauw er uit, doen zij lange tochten, waarbij zij zich bijna niet kunnen doen vervangen; deze arbeiders hebben nooit rust, nooit feestdagen; wij kennen geen meer neerdrukkend werk. Het is vooral met het oog op hen dat het bezwaar van ongrond-

wettelijkheid zal aangehaald worden; men zal hen voorstellen als onafhankelijke handelaars, wat een bittere bespotting zal zijn, want de groote meerderheid onder hen zijn eigenlijk niet anders dan gesalaricēerden die per stuk werken, of volgens den uitslag van hun werk, en afhankelijk zijn van de besturen van agentschappen of dagbladen. Het goedkeuren van ons voorstel zal voor hen eene echte verlossing zijn; maar noodzakelijkerwijze zal hun rusttijd slechts aanvangen, en voortduren na die van de arbeiders van de werkhuizen, van de drukkerij en van de verzendingsdiensten.

Wat betreft de dagbladen zelf, die eene belangrijke nijverheid vormen waarin aanzienlijke kapitalen zijn belegd, willen wij er eerst op wijzen dat zij meestendeels niet beter vragen dan Zondags niet te werken. Het Zondags opgemaakte dagblad is altijd min of meer samengeflanst door een beperkten dienst; de opwerping van de mededinging der buitenlandsche dagbladen valt weg doordat onze tekst den verkoop van kranten verbiedt van Zondags 12 uur tot Maandags 12 uur; dan blijven nog de mogelijke verliezen die uit het gemis aan aankondigingen van Maandags zouden kunnen voortvloeien. Met opzet schrijven wij « zouden kunnen » want behalve dat de publiciteit dien dag altijd op zijn minst is, ziet toch iedereen in dat zij gemakkelijk op andere dagen van de week over te brengen is, zonder de vergeldende vermindering te rekenen van vele kosten.

En ten slotte het publiek! Men moet echter niet overdrijven. Het zal beroofd zijn van de dagbladen van Zondagnamiddag en van Maandagochtend. Denkt men werkelijk dat het een groot bezwaar is? Werpt men zich op de kranten Zondags namiddags? Wie zou het durven beweren? Zonder te vergeten dat, met de grondige wijziging in onze journalistieke methodes, onze kranten misschien zouden navolgen wat in Engeland en Duitschland gedaan wordt, waar Zondags ochtends lijvige bladen verschijnen, met prachtige bijvoegsels, die eene passende lezing verschaffen voor de rusturen van den Zondag. En over het algemeen zijn er geene politieke gebeurtenissen, geene vergaderingen van het parlement, geen beursberichten, geen handelsnieuws, geen bankbedrijvigheid. Er zijn soms wel congressen, maar wie zal durven zeggen dat het publiek met ongeduld op de beslissingen dier congressen wacht?

Dan blijven er nog de feestelijkheden en het sport. Maar is het menschelijk dat men, voor eenige uren vroeger de uitslagen en de verslagen te kunnen mededeelen aan degenen die daarin vermaak vinden, duizenden menschen veroordeelt nooit of bijna nooit in hun gezin eenige zondagsrust te hebben? Wij denken het niet, en wij hopen dat het Parlement met ons zal oordeelen dat men zich niet moet laten terughouden door eenige particuliere belangen of door de opgehitste nieuwsgierigheid voor ten slotte onbelangrijke zaken, en dat het zich zal aansluiten bij ons voorstel.

J. WAUTERS.
